

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réaction des Organisations de la société civile suite au communiqué du chef de l'État togolais, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé

1. Le 16 septembre 2022, nos Organisations ont suivi avec intérêt le communiqué pris par le chef de l'État Faure Essozimna Gnassingbé, dans le souci, est-il dit dans ledit communiqué, de veiller au bien être de toutes les couches sociales de la population togolaise, de préserver le pouvoir d'achat des ménages et de protéger les couches les plus vulnérables, le tout dans le but de **renforcer l'inclusion et l'harmonie sociale et consolider la paix**.
2. Nos Organisations prennent acte de ces mesures, les considèrent à leur juste valeur en lien avec le contexte de la vie chère générée par la mal gouvernance sous tous ses aspects, et accentuée ces derniers temps par les crises sanitaire et sécuritaire. Nos Organisations encouragent le chef de l'État et l'invitent à veiller à titre personnel à l'application des mesures ainsi prises, afin de les faire passer des simples effets d'annonce à leur effectivité véritable et immédiate.
3. Nos Organisations exhortent cependant le chef de l'État à mieux faire, afin de passer des mesures de crise à court terme vers des solutions pérennes ; car en effet, étant donné que le chef de l'État soit suffisamment disponible pour travailler à la place des institutions et départements ministériels en charge des questions d'ordre économique et social, il est tout aussi surprenant que, sur des sujets de grande importance comme la sécurité et le terrorisme, la responsabilité soit confiée aux collaborateurs dont la force décisionnelle reste constitutionnellement limitée.
4. En outre, en réalisant que la question de l'inclusion et la cohésion sociale reste une préoccupation qui soit en amont et en aval au cœur du discours du chef de l'État, dans l'optique de relever le défi du développement du Togo, nos Organisations voudraient engager le Président Faure Essozimna Gnassingbé à compléter ce discours économique et social par un discours politique pragmatique. Le Président Faure Essozimna Gnassingbé ne doit pas perdre de vue que les nombreuses discordes et tensions qui font figure dans notre pays le Togo et freinent son développement, ne sont pas seulement la conséquence des frustrations d'ordre économique et social, mais encore et surtout des déchirements politiques sans fin, de la monopolisation de l'espace public, de la restriction, voire de la confiscation des droits et libertés inhérents à la personne humaine, le tout couronné par le désir effréné, longtemps affiché et sans cesse renouvelé, de s'éterniser au pouvoir par la répression et le mépris de la volonté populaire.
5. Posant donc ce postulat d'une évidence cristalline que le déchirement du tissu social a été longtemps alimenté par la mauvaise gouvernance politique et économique, toute volonté de parvenir à une solution durable exige une hauteur d'esprit, accompagnée d'une bonne dose d'humilité des acteurs de cette gouvernance à prendre conscience de l'inefficacité du leadership de leur système de gouvernance, afin d'opter pour un changement réel de paradigme.

6. En considérant avec inquiétude l'avenir de notre cher pays, caractérisé par l'absence de perspectives pour les jeunes générations ; **et afin que tous les citoyens togolais puissent désormais consacrer leurs énergies et leurs ressources sur les questions de développement, plutôt que d'essayer de survivre à des bouleversements politiques,** dans l'optique de progresser et non de régresser, nos Organisations appellent tous les acteurs politiques et principalement le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé, à un sursaut patriotique et tiennent à réaffirmer les trois mesures fondamentales à prendre pour la décrispation du climat socio-politique délétère :
- i. **Le retour de tous les exilés politiques en vue de contribuer à panser et à guérir les blessures et les divisions qui gangrènent la société togolaise.**
 - ii. **La libération de tous les prisonniers d'opinion, des enseignants syndicalistes et des élèves ; ce qui sera un signal fort de la fin de l'arbitraire et des abus de pouvoir ; et cadrerait d'ailleurs fort bien avec la mission de bons offices que notre pays le Togo offre actuellement en terme de médiation dans le cadre de l'affaire des quarante-neuf (49) militaires ivoiriens arrêtés et détenus au Mali.**
 - iii. **L'organisation et la tenue d'assises nationales sous l'égide de la communauté internationale pour aider les filles et les fils du Togo à s'asseoir autour d'une même table afin de discuter, concevoir, opérer et réaliser les réformes sécuritaires, politiques, électorales et sociales qui s'imposent dans l'optique de sceller les bases réelles d'une gouvernance concertée et du vivre ensemble.**
7. Nos Organisations convient les populations togolaises à se mobiliser pour les prochaines actions autour de ces trois points fondamentaux pour la cause nationale.

Fait à Lomé, le 18 septembre 2022,
Pour les organisations,
Le Président de l'ASVITTO,

M. Monzolouwè B. E. ATCHOLI KAO